



Récolte de bois en France en 2004 : la reprise ne profite qu'au bois de trituration et à certains résineux

Bruno Cinotti

► To cite this version:

Bruno Cinotti. Récolte de bois en France en 2004 : la reprise ne profite qu'au bois de trituration et à certains résineux. *Revue forestière française*, 2006, 58 (3), pp.213-228. <10.4267/2042/5995>. <hal-03449397>

HAL Id: hal-03449397

<https://hal.science/hal-03449397v1>

Submitted on 25 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

RÉCOLTE DE BOIS EN FRANCE EN 2004 : LA REPRISE NE PROFITE QU'AU BOIS DE TRITURATION ET À CERTAINS RÉSINEUX

BRUNO CINOTTI

LES FAITS MARQUANTS

Les conséquences directes des tempêtes de décembre 1999 sont terminées depuis 2002. Après avoir baissé en 2003 à 32,8 millions de m³, la récolte de bois commercialisée se redresse en 2004 à 33,6 millions de m³ mais reste inférieure au niveau annuel d'avant les tempêtes (36 millions de m³ en 1999).

La hausse porte principalement sur le bois d'industrie qui progresse de 6,6 % (11,4 millions de m³ dont 11 de bois de trituration) et atteint un niveau supérieur de 3 % à celui de 1999. Le volume de bois d'œuvre stagne (+ 0,2 %, à 19,9 millions de m³) et reste à un niveau inférieur de 10,5 % à celui de 1999. Le bois de feu commercialisé progresse de 3 % (2,4 millions de m³).

La valeur bord de route de la récolte totale de bois peut être estimée à 1,44 milliard d'euros HT.

La production des scieries résineuses progresse (+ 4 %), celle des scieries feuillues poursuit sa descente (– 2 %). Chez les feuillus, l'évolution la plus marquée concerne une nouvelle fois le Hêtre (– 8 %) qui connaît de sérieux problèmes. Chez les résineux, la progression du Sapin-Épicéa (+ 8 %) compense la mauvaise santé du Pin maritime (– 1 %).

Les résultats du commerce extérieur depuis 2000 montrent que notre pays a exporté sans valeur ajoutée une bonne partie de cette récolte forcée tandis que notre déficit de valeur ajoutée se dégradait.

Les tempêtes ont souligné, voire aggravé, les faiblesses de notre secteur forestier.

RAPPELS MÉTHODOLOGIQUES

Volumes récoltés

Les statistiques françaises de récolte ne permettent pas de calculer de façon simple les volumes récoltés hors des forêts gérées par l'ONF. Les données de l'ONF sont celles des volumes de bois vendus dont une part, variable selon les années, pourra rester sur pied ou sur coupe en attente d'un débouché ; l'enquête annuelle de branche "exploitation forestière", dont il faut rappeler le caractère déclaratif, porte sur les volumes effectivement exploités et débordés durant l'année. Tout rapprochement entre ces sources doit être fait avec circonspection.

TABEAU I **Part des bois vendus en adjudications d'automne**

1970	1980	1989*	1999*	2002	2003	2004
58 %	48 %	45 %	38 %	24 %	33 %	25 %

* Les références aux années 1989 et 1999 plutôt qu'aux années 1990 et 2000 s'imposent en raison des perturbations causées aux modes de ventes par les tempêtes.

Source : ONF, 2000 & 2005

TABEAU II **Évolution des volumes vendus par l'ONF, des recettes et des prix moyens (toutes ventes)**

Années	2002	2003	Progression 2003/2002	2004	Progression 2004/2003
Volumes mobilisés forêts publiques (en millions de m ³)	12,1	13,8	+ 14 %	14,2	+ 2,9 %
Recettes toutes forêts publiques (en millions d'euros)	305	353	+ 16 %	336	- 4,8 %
Prix moyen toutes forêts publiques (en euros)	25,2	25,6	+ 1,5 %	23,7	- 7,4 %
Volumes forêts domaniales (en millions d'euros)	5,092	6,48	+ 27 %	6,51	+ 0,46 %
Recettes forêts domaniales (en millions d'euros)	132	171,3	+ 30 %	166,3	- 2,9 %
Prix moyen forêts domaniales (en euros)	25,9	26,4	+ 2,0 %	25,5	- 3,4 %
Volumes autres forêts publiques (en millions de m ³)	7,056	7,306	+ 3,5 %	7,7	+ 5,4 %
Recettes autres forêts publiques (en millions d'euros)	174,64	187,29	+ 7,2 %	176,6	- 5,7 %
Prix moyen autres forêts publiques (en euros/m³)	24,8	25,6	+ 3,6 %	22,9	- 10,5 %

Source : ONF, 2004 & 2005

TABEAU III **Commerce extérieur des bois bruts de conifères (en millier de tonnes)**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004 provisoire	2005 provisoire
Exportations							
Grumes				400 658	499 441	532 530	608 936
Bois de trituration				964 158	828 482	753 357	661 830
Total	579 374	1 716 120	1 976 569	1 364 816	1 327 923	1 285 887	1 270 766
Importations							
Grumes				233 432	305 756	391 613	414 175
Bois de trituration				291 664	368 327	344 838	420 202
Total	330 014	392 508	482 225	525 095	674 083	736 451	834 377
Solde							
Grumes				167 226	193 685	140 917	194 761
Bois de trituration				672 494	460 155	408 519	241 628
Total	249 360	1 323 612	1 494 344	839 721	653 840	549 436	436 389

Source : AGRESTE Conjoncture – Commerce extérieur Bois et dérivés

Prix des bois sur pied

Les statistiques de prix par essence publiées par l'ONF sont calculées sur les grandes ventes d'automne. Celles-ci représentent une part de plus en plus faible des ventes de l'établissement (cf. tableau I, p.214) et portent plutôt sur les meilleurs produits.

Les prix des grandes ventes d'automne de l'ONF ont reculé de 8,2 % en 2003 et progressé de 1,9 % en 2004. Ces évolutions sont à l'inverse de celles des prix moyens que fait apparaître le tableau II (p.214) (respectivement + 1,5 % et - 7,4 %). **Les prix des grandes ventes d'automne sont de moins en moins représentatifs de l'ensemble des ventes effectuées par l'ONF et ne peuvent plus servir de référence unique pour le marché français des bois sur pied, sauf, peut-être, pour les qualités supérieures.** Il n'existe malheureusement aucune autre source statistique fiable de prix des bois sur pied en France.

LA RÉCOLTE PROGRESSE FAIBLEMENT

Après deux années exceptionnelles en 2000 et 2001, et une chute, en 2002, à un niveau inférieur à celui d'avant tempête, poursuivie en 2003, la branche "exploitation forestière" a exploité 33,6 millions de m³ de bois en 2004 (+ 2,5 %). Cette progression n'est due qu'aux bois de trituration (+ 7,2 % à 11 millions de m³) et aux bois de feu commercialisés (+ 3 % à 2,3 millions de m³). Les autres faits marquants sont la stagnation de la récolte de grumes qui n'évolue pas de façon significative (+ 0,2 % à 19,9 millions de m³) et la confirmation du décrochage des grumes de feuillus (- 29 % par comparaison à 1999) alors que, sur la même période, celles de résineux stagnent (- 0,3 %).

Récolte de grumes : les résineux stagnent, les feuillus poursuivent leur chute

Hormis les pins et autres, les résineux progressent, parfois fortement, ce qui les remonte au-dessus de leurs niveaux de 1999 comme le montrent, en comparaison avec 1999, les données qui suivent : Douglas (+ 74 %), Mélèze (+ 18 %), Sapin-Épicéa (+ 3,8 %), Pin maritime à placages (- 7,7 %), Pin maritime à sciages (- 9,1 %), autres résineux (- 11 %) et Pin sylvestre (- 29 %).

Les statistiques douanières nous permettent d'observer, sur le tableau III (p. 214), que nous restons exportateurs nets de bois de conifères : le solde de nos échanges est de 0,19 Mt en grumes et de 0,24 Mt en bois de trituration. Toutefois, notre excédent diminue d'année en année et passe en 2005 sous son niveau de 1999, ce qui est bon signe puisqu'il est meilleur pour l'emploi d'exporter de la valeur ajoutée que de la matière première brute.

En feuillus, seuls le Chêne et le Hêtre résistent. **Cette résistance est le fruit d'une politique de forte augmentation de la commercialisation pour ces deux essences en forêt publique** : entre 2003 et 2004, les volumes ont beaucoup plus progressé en forêt publique que toutes forêts confondues (+ 34 % au lieu de 1,7 % pour le Chêne et + 21 % au lieu de + 0,7 % pour le Hêtre). Cet effort de mobilisation par l'ONF se lit aussi dans la comparaison entre 1999 et 2004. Sur cette période, les volumes mobilisés en forêt publique progressent de 14 % pour le Chêne et reculent de - 16 % pour le Hêtre tandis que la récolte totale recule respectivement de - 12 % et de - 42 %. Nous nous interrogeons l'an passé : « *Le développement de la mise en marché de bois des forêts publiques contribuerait-il, en aggravant la saturation des marchés, à réduire la contribution de la forêt privée à la récolte ?* » (Cinotti, 2005). Les observations qui précèdent viennent, pour ces deux essences, apporter une réponse claire en confirmant une forte augmentation des parts de marché de la forêt publique au détriment de la mobilisation en forêt privée.

Qui plus est, malgré cette forte augmentation des ventes des catégories feuillues dont les prix moyens sont les plus élevés, « pour les forêts domaniales [...] l'augmentation des volumes vendus n'a pas suffi à compenser la baisse des cours, ce qui entraîne une perte de recette de l'ordre de 3 % par rapport à l'an passé. Pour les forêts des collectivités, la conjugaison des mêmes phénomènes entraîne les mêmes effets [...] les recettes de bois chutent [...] de près de 7 % » (ONF, 2005). Cela nous confirme que les marchés français des bois feuillus sont saturés et que l'offre supplémentaire de bois issus des forêts publiques s'est faite au détriment du prix moyen.

La récolte des autres essences feuillues recule fortement, toutes qualités confondues : Peuplier – 5,6 %, Frêne et Érable – 8 %, Châtaignier – 8,4 %, Merisier et fruitiers – 16 % et Noyer – 38 %. Le cumul des baisses observées depuis 1999 est de 32 à 42 %, sauf pour le Chêne (– 12 %). Ces observations, le fort recul des prix et l'examen des résultats du commerce extérieur (cf. tableau IV, ci-dessous), où les importations de bois ou de sciages de feuillus tempérés sont en recul continu depuis trois ou quatre ans, confirment eux aussi la saturation du marché des bois feuillus.

TABEAU IV Commerce extérieur des bois bruts de feuillus tempérés (en millier de tonnes)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004 provisoire	2005 provisoire
Exportations	1 508 653	2 579 457	1 852 479	1 534 609	1 509 545	1 388 014	1 345 371
Importations	578 522	493 519	446 633	380 296	460 656	376 715	373 565
Solde	930 131	1 085 938	1 405 846	1 154 313	1 048 889	1 011 299	971 806

Source : AGRESTE Conjoncture – Commerce extérieur Bois et dérivés

Nota : Les grumes et les bois de trituration de Peuplier et d'autres feuillus n'étant pas différenciés par les statistiques douanières, il est impossible de faire pour l'ensemble des feuillus tempérés la distinction grumes / bois de trituration que nous avons faite plus haut pour les résineux.

La figure 1 (p.217) montre que la récolte de 2004 n'est supérieure à son niveau de 1999 que pour les résineux blancs (Sapin-Épicéa) ou naturellement durables (Douglas, Mélèze) tandis que les autres résineux et tous les feuillus sont en recul.

Depuis 1999, l'évolution des volumes récoltés (– 28 % en feuillus, – 0,9 % en résineux) correspond, quoique grossièrement, à celle des volumes sciés (– 22 % en feuillus, + 6,3 % en résineux).

Les bois de trituration progressent tous

Les bois de trituration (cf. figure 2, p. 217) progressent de 7 %. Les feuillus durs progressent (+ 4 %) sans retrouver leur niveau de 1999 (– 2,9 %), les feuillus tendres progressent un peu plus (+ 4,5 %) ; les résineux, comme toujours sensibles à la conjoncture économique, progressent rapidement (+ 9,9 %) dépassant leur niveau de 1999 de + 6,5 %.

Cette évolution des volumes récoltés ne correspond pas vraiment à celle des réceptions dans les usines de pâtes et panneaux comme le montre le tableau V (p. 218), à cause d'une part du commerce extérieur (solde net exportateur d'environ un million de tonnes de plaquettes, particules, délignures, sciure et bois de trituration). Il faudrait d'autre part tenir compte de l'imprécision de la conversion des m³ en tonnes, qui dépend de l'humidité des bois et du mélange des essences (il n'est pas le même dans la récolte et dans les réceptions).

FIGURE 1 RÉCOLTE DE BOIS D'ŒUVRE FEUILLU ET RÉSINEUX

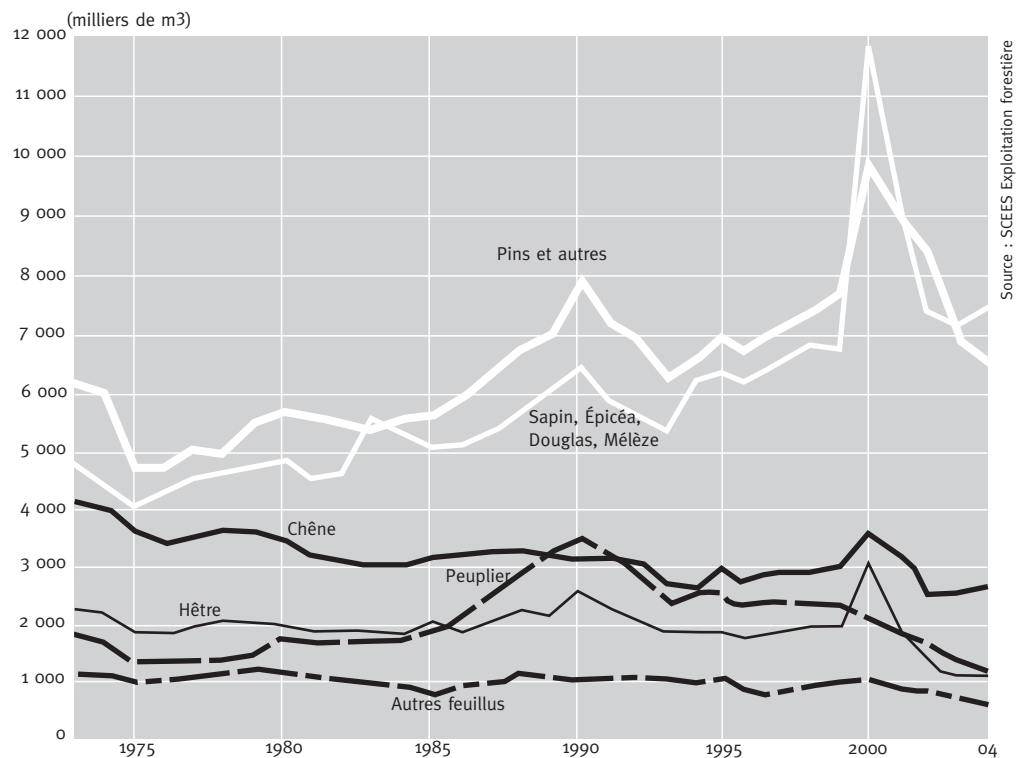


FIGURE 2 RÉCOLTE DE BOIS DE TRITURATION

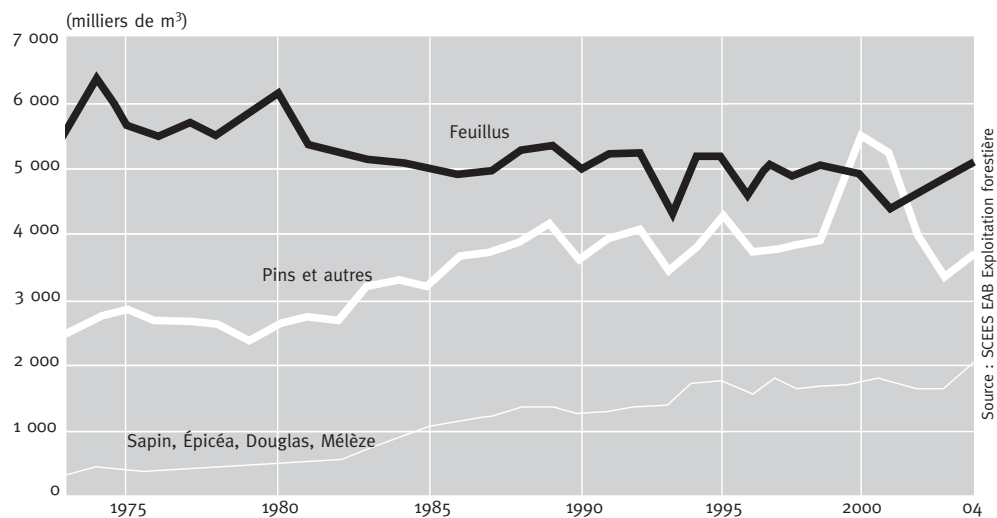


TABLEAU V

**Structure 2004 et évolution 2004/2003 de la récolte
et de l'utilisation des bois de trituration**

Bois de trituration	Récolte 2003 (1 000 m ³)	Évolution 2004/2003 (%)	Réception en usine de pâte (1 000 t brutes sur écorce)	Réception en usine de panneaux (1 000 t brutes sur écorce)	Évolution 2004/2003 des réceptions de bois de trituration (%)
Résineux	5 867	+ 9,9	5 485	4 520	+ 2,8
Feuillus	5 107	+ 4,2	3 471	1 300	- 1,6

Source : mémento AFOCEL 2005

Côté commerce extérieur des produits dérivés du bois, après une forte dégradation en 2000, le solde "Pâtes de bois et vieux papiers", tout en restant négatif, poursuit en 2004 son amélioration et se réduit à moins de 0,7 milliard d'euros. Les importations baissent de - 1 % tandis que les exportations augmentent de 7 %. La tendance continue à s'améliorer, de même que pour les papiers et cartons dont le solde déficitaire se redresse.

FIGURE 3

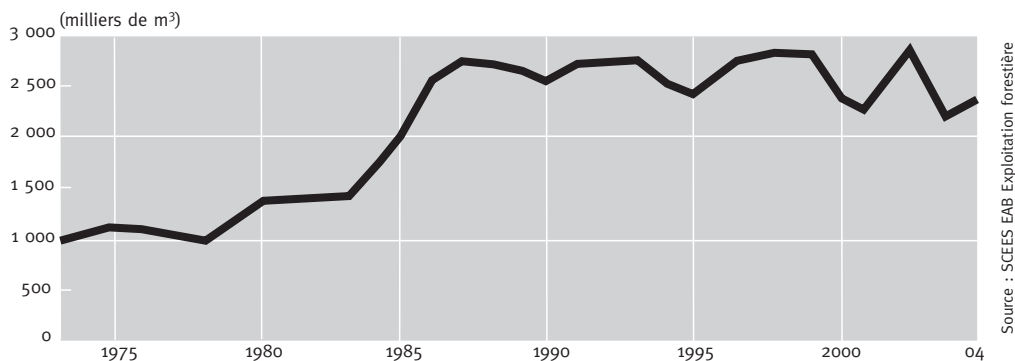
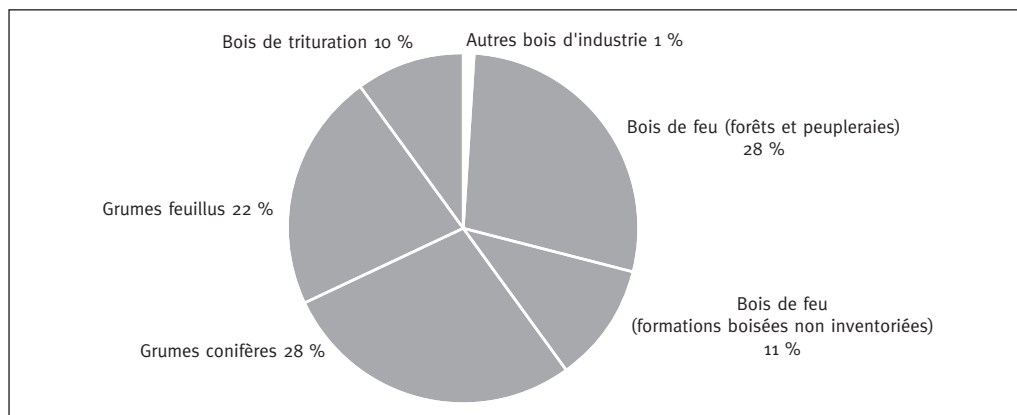
RÉCOLTE DÉCLARÉE COMMERCIALISÉE DE BOIS DE FEU


FIGURE 4

VALEUR À BORD DE ROUTE DE LA RÉCOLTE 2004


Le bois de feu déclaré commercialisé se redresse légèrement

La récolte de bois de feu déclarée à l'enquête annuelle de la branche exploitation forestière (EAB EF) par les exploitants forestiers progresse de 3 % à 2,37 millions de m³ (cf. figure 3, p. 218). Cette progression n'est pas à la hauteur de la politique de relance du bois énergie.

Il faut toutefois rappeler que la plus grosse partie de la récolte de bois de feu est effectuée par des non-professionnels, et autoconsommée ou commercialisée dans des circuits courts (entre voisins, en échange de prestations de services...). Cette part de la récolte qui échappe aux statistiques est estimée à 26,5 millions de m³ (Tabourel et Niedzwiedz, 2004) soit 44 % de la récolte totale. L'évolution de la partie émergée de l'iceberg "bois de feu" ne préjugant en rien de l'évolution du reste, il est impossible de connaître l'évolution de la récolte totale de bois de feu à partir de la seule enquête "exploitation forestière".

LA VALEUR TOTALE DES BOIS RÉCOLTÉS EN 2004

Les "valeurs unitaires nationales hors taxe des bois à bord de route" que nous présentons chaque année dans cette rubrique sont issues de l'enquête régionale sur la valeur finale des bois à bord de route menée par les Services régionaux de la Forêt et du Bois des Directions régionales de l'Agriculture et de la Forêt (Cinotti, 1994).

De 1987 à 1999, la valeur totale à bord de route des produits de l'exploitation forestière (hors bois de feu "non commercialisé") a oscillé entre 1,5 et 1,75 milliard d'euros à l'exception d'un recul à 1,42 en 1993. La valeur de la récolte 2004 (1,44 milliard d'euros) est proche de cette fourchette. Ce résultat est cohérent avec celui du chiffre d'affaires de la branche exploitation forestière (entreprises de toutes tailles) qui a varié de 1,675 à 1,388 milliard d'euros entre 2000 et 2002 (AGRESTE Graph'Agri 2005).

C'est, en revanche, la valeur unitaire moyenne en 2004 (40,7 €/m³) qui demeure, comme de 2000 à 2003, inférieure à la fourchette des valeurs observées de 1987 à 1999 et qui allaient de 43,9 à 46,3 €/m³.

Le bois d'œuvre représente 80 % du "chiffre d'affaires" commercialisé total

Dans la partie déclarée de la récolte forestière, le bois d'œuvre représente la plus grosse part du chiffre d'affaires total (79 %), les bois de trituration venant ensuite (15 %). Les autres bois d'industrie comptent pour très peu dans cet ensemble (1 %). En 1973, les parts respectives des bois d'œuvre et des bois de trituration dans la valeur totale de la récolte étaient de 86 et 11 %.

Rappelons que cette contribution des différentes catégories de produits à la valeur totale de la récolte à bord de route n'est pas un bon indicateur du revenu net de la gestion forestière. Ce revenu net dépend en effet aussi des coûts sylvicoles (boisement, reboisement ou régénération, entretiens divers jusqu'à la première récolte marchande, frais de garderie, etc.).

Valeur de la récolte totale de bois : 2,2 milliards d'euros HT

En prenant en compte d'une part la valeur de la totalité du bois de feu récolté en forêt y compris les peupleraies (au prix⁽¹⁾ de 22,79 € HT le stère à bord de route), soit 624 millions d'euros, et, d'autre part, la valeur de la récolte de bois de feu hors forêt, récolte qui, pour les

(1) Donnée provisoire résultant de l'enquête annuelle de 2004 sur la valeur unitaire des bois à bord de route.

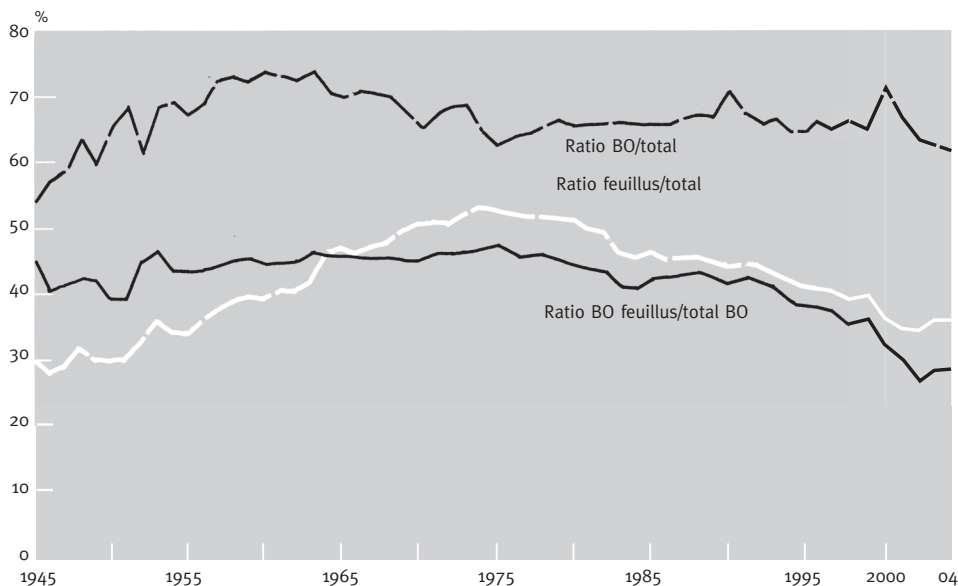
grumes, est prise en compte par l'enquête de branche, soit 241 millions d'euros, la valeur totale de la récolte de bois en France se monte à 2,23 milliards d'euros HT. Les poids respectifs des différentes catégories de bois ronds se répartissent comme le montre la figure 4 (p.218).

Au terme de ce calcul, le bois de feu total prend, en valeur, un poids supérieur aux grumes de feuillus ou aux grumes de résineux ; et le bois d'œuvre ne contribue que pour 51 % à la valeur de la récolte.

À titre de comparaison, rappelons que le revenu⁽²⁾ cadastral des forêts en 2000 se montait à 735 millions de francs soit 112 millions d'euros.

ÉLÉMENTS DE TENDANCE SUR SOIXANTE ANS

FIGURE 5
ÉVOLUTION DE LA PART DES BOIS D'ŒUVRE (BO)
ET DES FEUILLUS DANS LA RÉCOLTE (HORS BOIS DE FEU)



L'évolution des ratios concernant les feuillus est, malgré le léger redressement de 2003 et 2004, préoccupante (cf. figure 5, ci-dessus). Les perturbations des marchés et leurs répercussions sur la récolte pouvaient être considérées en 2000 et 2001 comme des turbulences conjoncturelles. Maintenant que les marchés semblent avoir absorbé l'essentiel des bois sinistrés, et alors que les stocks restant en 2003 sont composés à 90 % de bois résineux (Costa et Ibanez, *in* Cinotti, 2004), la faiblesse de la récolte de grumes feuillues ne peut s'expliquer, de façon conjoncturelle, par un cycle de stockage/déstockage. **La persistance de la faiblesse de la récolte de bois feuillus, notamment de bois d'œuvre, nous paraît, au contraire, devoir être lue comme le signe d'une crise structurelle.** De plus, ce serait une erreur de croire que cette crise ne concerne que le Hêtre ; si cette essence est celle qui connaît le plus fort recul, celui-ci (800 000 m³) ne représente qu'un gros quart du recul total des feuillus (2,230 millions de m³) qui n'épargne aucune essence.

(2) Le revenu cadastral est supposé être représentatif du revenu net des forêts.

La seule explication que nous jugeons plausible est celle d'une saturation des marchés des bois feuillus, comme nous l'avons déjà suggéré plus haut.

La production de sciages feuillus continue à diminuer

En 2004, les scieries françaises ont produit 9,8 millions de m³ de sciages (cf. tableau VI pour le détail des essences tempérées), soit une hausse de 2,4 % par rapport à 2003 et une baisse de 2 % par rapport à 1999. Entre 1999 et 2004, comme pour les grumes, les feuillus baissent (– 22 %) tandis que les résineux progressent (+ 6,3 %).

Le tableau VI montre que les scieries françaises n'ont pas su utiliser l'afflux de bois provoqué par les tempêtes pour développer leur production. Au contraire, la production de sciages feuillus diminue année après année ; son niveau actuel est le plus faible depuis 1953 ; et il est en recul de 44 % par rapport à son maximum historique de 1973.

TABEAU VI Production française de sciages d'essences tempérées
(en 1 000 m³ sciés)

Année	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Total feuillus tempérés	2 514	2 475	2 497	2 354	2 117	1 953	1 905
dont Hêtre	685	681	721	623	556	487	448
Total conifères	7 197	7 257	7 568	7 714	7 486	7 440	7 717
dont Sapin-Épicéa	3 576	3 511	3 784	3 889	3 720	3 873	4 178
Pin maritime	2 181	2 225	2 258	2 143	1 931	1 824	1 814
Total sciages essences tempérées ..	9 711	9 732	10 065	10 068	9 603	9 393	9 622

Source : AGRESTE – Enquêtes annuelles de la branche scierie

En feuillus tempérés, la France est exportatrice nette de grumes et de sciages (cf. tableau VII, ci-dessous). Il vaudrait mieux pour l'emploi en milieu rural, comme nous l'avons souligné plus haut, être moins fortement exportateur de matière première brute et plus de produits transformés avec une forte valeur ajoutée et non de simples sciages bruts comme c'est très majoritairement le cas pour le Chêne.

Le même tableau VII confirme la lente érosion de notre consommation apparente de sciages feuillus tempérés et la saturation de ce marché.

TABEAU VII Consommation française apparente de sciages feuillus tempérés
(en 1 000 m³ sciés)

Année	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
							provisoire	
Production	2 514	2 475	2 497	2 354	2 117	1 953	1 905	?
Importations	285	315	273	267	209	205	195	177
Exportations	529	548	623	540	568	503	486	461
Solde (E – I)	244	233	350	273	359	298	291	284
Consommation apparente (P + I – E)	2 270	2 242	2 147	2 081	1 758	1 655	1 614	?

Source : AGRESTE Conjoncture – Commerce extérieur Bois et dérivés

En conifères, la France, exportatrice nette de grumes, est, aussi et surtout, importatrice nette de sciages comme le montre le tableau VIII (p. 222).

Pour les scieries résineuses, le déficit de notre commerce extérieur continue à se creuser ; cela démontre que, malgré le développement de leur production, elles n'ont pas encore su reconquérir une partie du marché intérieur français ; celui-ci progresse et demeure dépendant des importations, comme le montre le tableau VIII.

TABEAU VIII **Consommation française apparente de sciages résineux**
(en 1 000 m³ sciés)

Année	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
							provisoire	
Production.....	7 197	7 257	7 568	7 714	7 486	7 440	7 717	?
Importations.....	2 144	2 446	2 681	2 665	2 762	2 935	3 222	3 364
Exportations.....	511	529	724	737	821	858	863	967
Solde (E – I).....	- 1 633	- 1 917	- 1 957	- 1 928	- 1 941	- 2 077	- 2 359	- 2 397
Consommation apparente (P + I – E).....	8 830	9 174	9 525	9 642	9 427	9 517	10 076	?

Source : AGRESTE Conjoncture – Commerce extérieur Bois et dérivés

Le rapprochement du tableau VIII avec le tableau III (Commerce extérieur des bois bruts de conifères) (p. 214) confirme que notre déficit en résineux est un déficit de valeur ajoutée et non un déficit de ressource.

La balance extérieure de la France pour l'ensemble de la filière-bois affiche un solde négatif de 3,4 milliards d'euros en 2004. Elle se dégrade légèrement par rapport à l'année précédente (- 3,3 milliards). Les importations (+ 2,3 %) progressent un peu plus vite que les exportations (+ 1,9 %). Mais cette évolution dissimule la persistance de contrastes entre des secteurs en expansion (pâtes, papier, panneaux) et d'autres qui continuent à se fragiliser (feuilles de placage, lames pour parquets, ouvrages de menuiserie, sciages et surtout meubles et sièges en bois) (Ministère de l'Agriculture, 2006).

PERSPECTIVES

La France est excédentaire en forêts feuillues de qualité secondaire et déficitaire en bois résineux ayant un bon rapport qualité/prix. Ce constat n'est pas nouveau. Alors que la sous-exploitation de la forêt française reste préoccupante, le déficit chronique du commerce extérieur des bois et dérivés souligne l'erreur qu'a été une politique d'accroissement de la ressource forestière sans politique industrielle concomitante. Il ne s'agit pas ici de contester le fait que la France est, faut-il le rappeler, l'un des premiers exportateurs de bois au monde. Il s'agit de s'interroger sur la cohérence des politiques publiques visant ou impactant la forêt. À quoi (ou à qui ?) peuvent bien servir des aides forestières si le résultat de ces aides devait pourrir en forêt faute d'exploitants, de transformateurs ou de consommateurs ?

Par le passé, la subordination de la politique forestière aux politiques agricoles et foncières a permis l'accompagnement de la déprise agricole par un développement en surface des espaces boisés. Ces nouvelles forêts ont été (ou se sont) implantées là où l'agriculture libérait des terres (boisement actif ou enrichissement des terres agricoles les moins fertiles ou les moins accessibles). L'exploitation de ces bois n'a donc pas toujours bénéficié des meilleures conditions technico-économiques de productivité ou d'exploitation. Là où ces conditions étaient remplies, on n'a pas toujours cherché à en tirer profit pour développer et consolider l'ensemble des outils industriels

susceptibles d'utiliser les différentes composantes de la ressource (bois d'œuvre, bois de trituration, autres bois d'industrie) et leurs sous-produits.

Parmi les industries du bois en France, le maillon faible est celui de la scierie, demeuré longtemps un secteur plus artisanal qu'industriel. Cela a laissé les industriels de la papeterie ou de la trituration en situation de position dominante voire de monopole face aux producteurs forestiers dans certaines régions. D'où des prix de bois de trituration fréquemment réduits au coût de mobilisation, c'est-à-dire sans aucune rémunération du producteur forestier.

Ce constat montre qu'une politique de développement des surfaces forestières telle que l'ont menée les pouvoirs publics français ne peut pas, à elle seule, constituer une politique de développement du secteur forêt-bois-papier. Et la proposition développée dans le rapport Juillot de justifier la poursuite d'une politique de constitution de nouveaux boisements par la lutte contre l'effet de serre ne paraît pas dans tous les cas adaptée à l'objectif poursuivi : cette lutte ne passe-t-elle pas d'abord par l'immobilisation du bois récolté sous une forme durable plutôt que par la constitution d'une ressource forestière ?

Il semblerait que, plus que de la poursuite d'une politique de développement de la forêt et d'accumulation de ressource forestière sur pied, c'est d'une politique de récolte et de développement des industries utilisatrices de bois que la France devrait se doter. Toutefois, les moyens d'une telle politique sont désormais contraires aux engagements européens de la France.

Face à ces perspectives économiques peu favorables, les charges nouvelles induites par le développement de nouvelles pratiques de gestion forestière durable créent un besoin de financement qui ne paraît pas pouvoir être entièrement satisfait par des ressources nouvelles en l'état actuel de la situation.

Dans le contexte actuel, caractérisé par une réduction générale des interventions et des dépenses publiques, on peut craindre que certains propriétaires ou gestionnaires de forêt n'aient à supporter sur leur revenu voire sur leur capital, la mise en œuvre de ces nouvelles pratiques de gestion durable, dont le développement se trouverait, de ce fait, fortement entravé. Nous avons déjà expliqué par ailleurs (Cinotti, 2003) qu'il ne nous paraît pas possible qu'une gestion non rentable puisse être durable.

On peut s'interroger. Peut-on encore fonder la politique forestière française sur des objectifs de production, alors que le citoyen français est moins intéressé par la réduction du déficit du commerce extérieur en bois et produits dérivés, objectif peu attrayant et difficile à "médiatiser", que par l'ouverture pour ses loisirs de l'espace rural privé, en particulier de l'espace forestier considéré comme un modèle de naturalité ? Faut-il même conserver, à titre secondaire, un objectif de production ? Si oui, faut-il poursuivre une politique d'accumulation de ressource dans l'espoir qu'un jour elle soit offerte (spontanément ?) sur le marché ? Si les pouvoirs publics français ne peuvent, pour des raisons communautaires, s'engager dans une politique d'incitation à la mise en marché des bois par un développement de la demande industrielle, est-il encore justifié de poursuivre une politique d'augmentation de l'offre qui ne peut que saturer les marchés et pénaliser les trop rares propriétaires publics et privés qui investissent encore dans les activités de gestion forestière ? La politique forestière a-t-elle encore des raisons d'être nationale alors que les marchés sont mondiaux et que les aspirations des citoyens sont de plus en plus traitées au plus proche (région, département, communauté de communes, voire commune) ? Si l'accroissement biologique annuel de la forêt excède largement la récolte de bois, un strict régime de restriction des coupes est-il encore légitime ?

Enfin les politiques de gestion des espaces naturels et ruraux devront s'attacher à réduire les conflits d'usage pour laisser un minimum d'intérêt à agir aux producteurs forestiers.

TABLEAU IX Valeur finale des produits de l'exploitation forestière en 2004

	Grumes exploitées en 1974 (1 000 m ³ r)	Grumes exploitées en 2003 (1 000 m ³ r)	Grumes exploitées en 2004 (1 000 m ³ r)	Évolution 2004/1974 (%)	Évolution 2004/2003 (%)	Grumes exploitées en 2004 (1 000 m ³ r sur écorce)	Rémanents estimés en 2004 (1 000 m ³ r sur écorce)	Prix moyen 2003	Prix moyen 2004	Unité	Évolution 2004/2003 (%)	Valeur totale (en millions d'euros HT)	Part (%)
GRUMES													
FEUILLUS													
Chêne à tranchage	0	276	310	12,0		310	22	368	328	€/m ³	-10,7	101	
Chêne à sciages	0	2 274	2 284	0,4		2 284	160	92	92	€/m ³	-0,3	209	
Total Chêne.....	4 034	2 551	2 594	-35,7	1,7	2 594	182						
Hêtre à déroulage	0	173	174	0,9		174	12	137	109	€/m ³	-20,5	19	
Hêtre à sciages	0	936	942	0,7		942	66	55	48	€/m ³	-12,7	45	
Total Hêtre.....	2 204	1 108	1 116	-49,4	0,7	1 116	78						
Noyer	0	15	9	-38,4		9	1	330	373	€/m ³	12,9	3	
Châtaignier.....	0	269	246	-8,4		246	17	71	79	€/m ³	10,9	19	
Frêne, Érable à placages	0	18	12	-31,5		12	1	216	224	€/m ³	3,8	3	
Frêne, Érable à sciages.....	0	117	112	-4,3		112	8	76	91	€/m ³	19,3	10	
Merisier et autres fruitiers à placages	0	8	8	-7,0		8	1	336	344	€/m ³	2,3	3	
Merisier et autres fruitiers à sciages	0	48	40	-17,1		40	3	121	147	€/m ³	21,2	6	
Frêne, Merisier à placages	0	27	20	-23,7		20	1			€/m ³			
Frêne, Merisier à sciages.....	0	165	152	-8,0		152	11			€/m ³			
Total Frêne, Merisier	0	191	172	-10,2		172	12						
Peuplier à déroulage.....	0	903	871	-3,5		871	61	56	56	€/m ³	-0,2	49	
Peuplier à sciages.....	0	489	443	-9,5		443	31	38	35	€/m ³	-6,6	16	
Total Peuplier	1 697	1 392	1 314	-22,6	-5,6	1 314	92						
Autres feuillus	0	195	215	10,7		215	15	40	41	€/m ³	2,2	9	
TOTAL FEUILLUS.....	9 079	5 720	5 666	-37,6	-0,9	5 666	397					492	34
CONIFÈRES													
Sapin, Épicéa.....	0	5 473	5 794	5,9		6 374	290	47	46	€/m ³	-2,8	266	
Douglas	0	1 622	1 641	1,2		1 805	82	51	56	€/m ³	8,9	91	
Mélèze	0	80	95	19,9		105	5	62	61	€/m ³	-0,8	6	
Pin maritime à placages	0	334	367	9,9		367	18	51	51	€/m ³	0,5	19	
Pin maritime à sciages	0	5 056	4 810	-4,9		4 810	240	44	45	€/m ³	3,2	218	
Total Pin maritime	0	5 390	5 177	-4,0		5 177	259						
Pinsylvestre	0	1 063	953	-10,4		1 048	48	32	32	€/m ³	1,0	31	
Autres conifères	0	480	535	11,6		589	27	35	36	€/m ³	1,3	19	
TOTAL CONIFÈRES	10 460	14 108	14 195	35,7	0,6	15 097	710					649	45
TOTAL GRUMES	19 539	19 828	49 862	1,7	0,2	20 764	1 106					1 142	79

BOIS D'INDUSTRIE													
• Trituration													
Feuillus durs	4 820	3 312	3 441	- 28,6	4,0	3 344	241	20	20	€/m³	- 0,6	69	
Feuillus tendres	1 479	1 590	1 663	12,4	4,5	1 663	116	19	20	€/m³	5,0	34	
Total feuillus	6 299	4 902	5 117	- 18,9	4,2	5 107	357						
Sapin, Épicéa	0	1 308	1 515		15,8	1 666	76	22	19	€/m³	- 14,5	29	
Douglas, Mélèze	0	523	664		27,1	811	33	18	20	€/m³	10,1	13	
Pin maritime	1 918	2 156	2 304	20,1	6,8	2 534	115	17	17	€/m³	1,8	40	
Autres conifères	789	1 350	1 385	75,5	2,5	1 523	69	19	21	€/m³	9,4	29	
Total conifères	3 102	5 338	5 867	89,1	9,9	6 534	293						
TOTAL TRITURATION	9 401	10 240	10 974	16,7	7,2	11 640	651					214	15
• Autres bois d'industrie													
Bois de mines feuillus	100	29	38	- 61,9	29,7	38	3	-	-	€/m³		1	
Bois de mines conifères	317	82	64	- 79,7	- 21,7	71	3	25	25	€/m³	- 1,9	2	
Total bois de mines	417	112	103	- 75,4	- 8,2	109	6					3	
Poteaux (conifères)	164	64	62	- 62,1	- 3,7	68	3	49		€/m³	- 5,9	5	
Bois d'industrie divers feuillus	593	210	209	- 64,7	- 0,5	209	15	22		€/m³	- 20,7	2	
Bois d'industrie divers conifères	77	87	70	- 9,2	- 19,7	77	3	25	24	€/m³	- 9,2		
Total bois d'industrie divers	0	362	279	- 22,7	- 22,7	286	18					12	1
TOTAL AUTRES BOIS D'INDUSTRIE	1 251	473	444	- 64,5	- 6,3	463	27					226	16
dont feuillus	693	240	248	- 64,3	3,2	248	17						
conifères	558	233	196	- 64,9	- 16,0	216	10						
TOTAL BOIS D'INDUSTRIE	10 652	10 713	11 417	7,2	6,6	12 104	678					226	16
dont feuillus	6 992	5 142	5 354	- 23,4	4,1	5 354	375						
conifères	3 660	5 571	6 063	65,7	8,8	6 749	303						
BOIS DE FEU													
Bois de chauffage commercialisé	0	2 105	1 978	- 6,0		1 978		23		€/st	- 4,3	69	
Bois de chauffage cédé gratuit, ou autoconsommé	0	147	132	- 10,3		132		24		€/st		6	
Bois ronds pour carbonisation	0	36	28	- 21,5		28		19		€/m³	15,2	1	
TOTAL BOIS DE FEU	1 065	2 287	2 356	121,2	3,0	2 356						76	5
TOTAL GÉNÉRAL	31 256	32 822	33 635	7,6	2,5	35 223	1 784					1 443	100%

Source : Enquête de branche et enquête sur la valeur des bois ronds bord de route. Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

CONCLUSIONS

L'observation, année après année, de la récolte de bois et de ses évolutions montre une certaine inadéquation entre l'offre de bois par les producteurs forestiers et les besoins domestiques et industriels. Près de la moitié de la récolte (44 %) n'est pas commercialisée dans les circuits formels et une partie très importante de l'accroissement biologique (42 %) n'est pas mise en marché. Si la structure foncière morcelée de la propriété est la raison la plus fréquemment invoquée pour expliquer ce constat, l'évolution des coûts de production et de mise en marché, qui dépassent de plus en plus fréquemment les revenus escomptés, nous paraît une explication plus complète.

Cette sous-exploitation des forêts françaises se double d'un fort déficit du commerce extérieur en bois et dérivés. Contrairement au marché des produits agricoles, le marché des bois est international, ouvert et non protégé. L'amélioration de la compétitivité de notre secteur forêt-bois-papier n'a que partiellement compensé la hausse des coûts d'exploitation et de transformation. Ce contexte justifie le recours à l'importation de certaines qualités de produits ; il justifie plus difficilement que nous exportions des bois bruts pour les réimporter avec une importante valeur ajoutée.

Enfin, la consommation de bois est parfois mal perçue par le public, en raison de l'image des déforestations et d'une idéalisation du caractère sauvage des forêts : le consommateur apprécie les produits en bois mais craint l'exploitation des forêts. Une analyse par catégories de produits (grumes/bois de trituration ou feuillus/résineux) montre que notre pays n'a pas su résoudre les contradictions classiques de ses consommateurs. La certification de la gestion durable des forêts, et la labellisation des produits qui en sont issus, avaient pour objet de garantir la qualité écologique et sociale de ceux-ci en utilisant les mécanismes du commerce des bois. Cette démarche pourrait présenter un grand intérêt. Toutefois son coût constitue un handicap de plus pour le bois dans la compétition entre matériaux.

Ces différents constats amènent à questionner une politique forestière nationale qui, après avoir patiemment financé à coût élevé l'accumulation sur pied d'une ressource mal valorisée depuis, affiche depuis quelques années un objectif d'augmentation de la récolte. Cet objectif est-il plus réaliste que le précédent ? Est-il même souhaitable ? Est-il atteignable à un coût économique et social acceptable ? À bien réfléchir, ni l'accumulation de ressource forestière sur pied, dans l'attente d'une prochaine tempête, ni sa mise en marché à bas prix au motif qu'il faudrait la mobiliser à toute force, ni son exportation sans valeur ajoutée ne nous paraissent justifier un effort financier du contribuable.

Par ailleurs, le raffermissement du prix de l'énergie observé depuis 2004 devrait, s'il se confirme, finir par profiter au producteur forestier en lui apportant des recettes supplémentaires. Dans l'objectif de lutte contre l'effet de serre, il pourrait être tentant de valoriser à des fins énergétiques cette biomasse que nous ne savons pas utiliser autrement. Ce ne pourrait être qu'un pis-aller. La capacité de la forêt à stocker du carbone ne jouera à plein que lorsque le bois sera immobilisé de façon durable par une utilisation en matériau. Ce n'est qu'après, longtemps après, qu'il finira brûlé et contribuera alors à produire de l'énergie.

Il manque donc surtout à notre pays une politique ambitieuse d'incitation à l'utilisation du bois dans la construction, dans une logique de remplacement des matériaux non renouvelables, voire dommageables à l'environnement, qui règnent en maîtres dans ce secteur d'activité. Tant que ce marché du bois dans la construction ne sera pas plus développé puis conquis par des industriels utilisant notre ressource forestière, il restera vain de dépenser l'argent public pour poursuivre une politique de constitution ou même de reconstitution de notre ressource forestière. Surtout

s'il s'agit de reconstituer de la forêt feuillue dont le consommateur français, de façon inconséquente, apprécie l'usage à titre gratuit mais dédaigne les produits pour leur préférer ceux des forêts résineuses ou tropicales.

Bruno CINOTTI
DIRECTION RÉGIONALE ET DÉPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT ALSACE BAS-RHIN
2 rue des Mineurs – BP 1003/F
F-67070 STRASBOURG CEDEX
(bruno.cinotti@agriculture.gouv.fr)

BIBLIOGRAPHIE

- L'Agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires. — AGRESTE, Graph'Agri, 2005. — 169 p.
- CINOTTI (B.). — Production et consommation de bois et produits dérivés - La France a-t-elle trop de forêts et pas assez de bois ? — *Comptes rendus des Séances de l'Académie d'Agriculture de France*, séance du 8 juin 2005.
- CINOTTI (B.). — Récolte de bois en France en 1992 : un nouveau recul. — *Revue forestière française*, vol. XLVI, n° 3, 1994, pp. 239-246.
- CINOTTI (B.). — Récolte de bois en France en 2002 : les effets des tempêtes de 1999 s'achèvent. — *Revue forestière française*, vol. LVI, n° 6, 2004, pp. 551-562.
- Commerce extérieur Bois et dérivés - Année 2005. — AGRESTE Conjoncture, n° 1/2006.
- INVENTAIRE FORESTIER NATIONAL. — Estimation des prélèvements de bois dans la forêt française - Approche forestière de l'autoconsommation. — Maurin : IFN, 1994. — 92 p.
- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. CGGREF. — Rapport n° 2310 sur l'utilisation actuelle du bois comme source d'énergie et des possibilités de son développement. — Paris : CGGREF, 2005. — 66 p.
- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — *Bimagri*, hors-série n° 18, 2006.
- MORIN (G.-A.), LAUFER (P.). — La Consommation de bois de feu en France. — *Revue forestière française*, vol. XLIV, n° 3, 1992, pp. 255-265.
- OFFICE NATIONAL DES FORÊTS (ONF). — La Mobilisation des bois en provenance des forêts bénéficiant du régime forestier en 1999 et les prix obtenus aux grandes ventes de l'automne 1999. — *Revue forestière française*, vol. LII, n° 3, 2000, pp. 191-206.
- OFFICE NATIONAL DES FORÊTS (ONF). — La Mobilisation des bois en forêts publiques en 2003 et les prix obtenus aux grandes ventes de l'automne 2003. — *Revue forestière française*, vol. LVI, n° 1, 2004, pp. 29-45.
- OFFICE NATIONAL DES FORÊTS (ONF). — La Mobilisation des bois en forêts publiques en 2004 et les prix obtenus aux grandes ventes de l'automne 2004. — *Revue forestière française*, vol. LVII, n° 1, 2005, pp. 63-80.
- Récolte de bois et production sciages en 2004. — AGRESTE Chiffres et Données, Agroalimentaire, n° 141.
- TABOUREL (S.), NIEDZWIEDZ (A.). — Les Comptes de la forêt : enjeux et méthodes. — IFEN, 2004. — 88 p. (Notes de méthodes n° 16).

RÉCOLTE DE BOIS EN FRANCE EN 2004 : LA REPRISE NE PROFITE QU'AU BOIS DE TRITURATION ET À CERTAINS RÉSINEUX (Résumé)

Les conséquences directes des tempêtes de 1999 sont terminées depuis 2002. Après avoir baissé en 2003, la récolte de bois commercialisée se redresse en 2004 à 33,6 millions de m³ mais reste inférieure à son niveau de 1999 (36 millions de m³). La hausse porte principalement sur le bois d'industrie. Le volume de bois d'œuvre stagne et reste à un niveau inférieur de 10,5 % à celui de 1999. Le bois de feu commercialisé progresse. La valeur à bord de route de la récolte totale de bois peut être estimée à 1,44 milliard d'euros HT.

La production des scieries résineuses progresse, celle des scieries feuillues poursuit sa descente. Mais près de la moitié de la récolte (44 %) n'est pas commercialisée dans les circuits formels et une partie des ressources *a priori* disponibles (42 %) n'est pas mise en marché. Cette sous-exploitation des forêts françaises se double d'un fort déficit du commerce extérieur en bois et dérivés : depuis 2000, notre pays a exporté sans transformation une bonne partie de la récolte forcée par les tempêtes tandis que notre déficit de valeur ajoutée se dégradait.

Il manque à notre pays une politique ambitieuse d'incitation à l'utilisation du bois dans la construction qui serait préférable à la politique de constitution ou de reconstitution de notre ressource forestière. Surtout s'il s'agit de reconstituer de la forêt feuillue dont le consommateur français, inconséquent, apprécie l'usage à titre gratuit mais dédaigne les produits pour leur préférer ceux des forêts résineuses ou tropicales.

WOOD HARVESTS IN FRANCE IN 2004 – A RECOVERY ONLY FOR PULPWOOD AND SOME SOFTWOODS (Abstract)

The direct consequences of the 1999 storms came to an end in 2002. After a drop in 2003, sales of harvested wood recovered in 2004 reaching 33.6 million cubic metres but nonetheless remained below their 1999 level (36 million cubic metres). Industrial roundwood has benefited the most from this increase. Workable timber volumes have stagnated at a level 10.5 % below the 1999 level. Firewood sales have increased. The roadside value of total wood harvests is estimated to be 1.44 billion euros before tax.

Softwood sawmill output has increased, while that of hardwood sawmills continues to drop. But nearly half of the harvest (44 %) is not sold through the official channels and part of the resources (42 %), which in principle should be available, are not put up for sale on the market. In addition to this logging shortfall in French forests, a significant trade deficit for wood and wood-based products was recorded: since 2000, a large part of the forced harvest due to the storm was exported by France unprocessed, thereby compounded the deficit in added value.

The country lacks an energetic policy to encourage use of wood for construction, which would be a better alternative than the policy of establishing or restoring forest resources. This is especially true of deciduous forests that the inconsistent French consumer loves to use free of charge but whose products he or she disdains, preferring softwood or tropical wood products.
